

DANS L'ACTUALITE du 13 au 15 mai 2014

Textes officiels

JORF n° 0112 du 15 mai 2014

[Décret n° 2014-481 du 13 mai 2014 portant correction d'erreurs matérielles dans le décret n° 2014-217 du 21 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département de la Seine-Saint-Denis](#)

Jurisprudence

Dans un dossier de permis de construire, les travaux dont l'ampleur porte atteinte au gros œuvre d'une construction existante, située dans une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager, doivent être précédés d'un permis de démolir

[CE 14 mai 2014 *SCI Alpanga*, req. n° 359847](#)

Réponse ministérielle

Marché public de prestations de services juridiques

[Rép. min. n° 1616, JO Sénat du 8 mai 2014](#)

Suppression de l'éclairage public

[Rép. min. n° 9965, JO Sénat du 8 mai 2014](#)

Vu par ailleurs

Contrat public

17 fiches de Bruxelles pour tout savoir sur les directives Marchés publics et Concessions

[La Commission européenne a publié plusieurs fiches pédagogiques destinées à expliquer les apports des nouvelles règles issues des directives Marchés publics et Concessions.](#)

Source : localtis.info du 14/05/2014

Urbanisme

Nouveau coup d'arrêt pour le Grand Stade de Lyon

[La Cour administrative d'appel de Lyon a annulé mercredi 14 mai quatre arrêtés préfectoraux de déclaration d'utilité publique permettant la réalisation des accès au Grand Stade de l'OL qui doit être mis en service en décembre 2015.](#)

Source : le Moniteur du 15/05/2014

Rives Nouvelles : incertitudes sur le projet d'urbanisme phare d'Angers

[Moins d'un an après d'adoption par la Ville du plan-guide de François Grether pour les Berges de la Maine, la nouvelle municipalité conduite par Christophe Béchu remet le projet à plat.](#)

Source : le Moniteur du 14/05/2014

Un audit du CGEDD appelle à une actualisation de la "loi montagne"

[Si la "loi montagne" représente un "garde-fou" essentiel pour préserver cet espace sensible, des évolutions s'imposent pour en permettre, en matière d'urbanisme, une application conforme aux réalités des territoires, que celles-ci soient économiques, institutionnelles ou sociologiques.](#)

Source : localtis.info du 13/05/2014

Environnement / Energie

Le projet de loi sur la transition énergétique sera finalisé dans huit jours, nous dit Ségolène Royal

Alors que se tient mercredi 14 mai à l'Élysée, après le conseil des ministres, une réunion ministérielle sur la transition énergétique, le projet de loi sera finalisé dans huit jours, nous a indiqué la ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, Ségolène Royal.

Source : le Moniteur du 14/05/2014

Les demandes de qualifications RGE explosent

Qualibat a annoncé mercredi 14 mai la forte progression des qualifications RGE qu'il délivre et explosion des demandes depuis le début de l'année : 8000 demandes contre 2000 à même époque en 2013.

Source : le Moniteur du 14/05/2014

Entrée en application de l'expérimentation d'une autorisation unique pour les projets ICPE

Dans le cadre de la simplification des procédures administratives et de la modernisation du droit de l'environnement, la direction générale de la prévention des risques (DGPR) pilote une expérimentation visant à regrouper autour de la procédure d'autorisation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), les autres autorisations éventuellement nécessaires : permis de construire, autorisation de défrichement, dérogation au titre des espèces protégées, autorisation au titre du code de l'énergie.

Source : developpement-durable.gouv.fr du 13/05/2014

Collectivité territoriale

Décentralisation : vers le retour du conseiller territorial ?

Soucieux d'éviter une révision constitutionnelle à haut risque, l'exécutif entend priver le conseil général d'une représentation politique spécifique et d'une bonne partie de ses compétences. Il envisagerait de faire siéger les seuls conseillers régionaux dans les assemblées départementales. Soit, peu ou prou, ce que prônait Nicolas Sarkozy avec son conseiller territorial.

Source : la gazette des communes du 14/05/2014

François Hollande lance la consultation sur une réforme territoriale à plusieurs inconnues

[François Hollande engage mercredi 14 mai 2014 une consultation de tous les chefs des partis politiques sur son nouveau projet de suppression des départements, une réforme encore très floue et à l'avenir très incertain.](#)

Source : la gazette des communes du 13/05/2014

Infrastructure

Travaux publics : le "retournement", ce n'est pas pour maintenant

[La baisse des dotations aux collectivités pourrait entraîner les travaux publics dans un "scénario noir" avec la destruction de 58.000 emplois d'ici trois ans, a alerté la FNTP, mardi. Avenir de l'écotaxe, allongement des concessions d'autoroutes, financement des grands projets annoncés \(canal Seine Nord, LGV Lyon-Turin\), Grand Paris : la fédération demande au gouvernement des décisions "avant l'été".](#)

Source : localtis.info du 13/05/2014

Entretien d'ouvrages d'art: les députés veulent soulager les finances des communes

[Une proposition de loi communiste, modifiant la charge de l'entretien d'ouvrages d'art afin de ne pas mettre en difficulté financière des petites communes, a été votée mardi 13 mai à l'unanimité en commission à l'Assemblée.](#)

Source : le Moniteur du 13/05/2014

Vu dans les revues

Contrats et marchés publics n° 5 – mai 2014 p.1, *Le contentieux administratif des contrats poursuit sa mue : quelques réflexions à propos de l'arrêt Département de Tarn-et-Garonne*, par François Llorens et Pierre Soler-Couteaux

Contrats et marchés publics n° 5 – mai 2014 p.5, *Tropic II est arrivé – A propos de l'arrêt Département de Tarn-et-Garonne (CE, ass., 4 avril 2014, n° 358994)*, par Philippe Rees

Les cahiers juridiques de la Gazette n° 174 – mai 2014 p.12, *Loi Alur : un urbanisme rénové ?*, Philippe Peynet et Adrien Peyronne

Les cahiers juridiques de la Gazette n° 174 – mai 2014 p.15, *" La loi Alur va inciter les territoires à prendre en main leur développement urbain " - Interview de Daniel Goldberg*, propos recueillis par Nathalie Coulaud

Les cahiers juridiques de la Gazette n° 174 – mai 2014 p.21, *Contrats publics : l'essentiel de la jurisprudence en 2013*, par Eric Gintrand

Presse

L'écotaxe suscite une foire d'empoigne dans la majorité

[Le dispositif, revisité en « écoredevance », est relancé par un rapport parlementaire publié hier. Mais Ségolène Royal prône toujours son abandon.](#)

Source : les Echos du 15/05/2014

Plan de relance autoroutier : Cuvillier répond à Royal

[Le secrétaire d'Etat aux Transports récuse les critiques indirectes formulées par sa ministre de tutelle.](#)

Source : les Echos du 15/05/2014

Réforme territoriale : le gouvernement exclut toute révision constitutionnelle

[Le secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement a exclu hier de réunir le Congrès à Versailles.](#)

Source : les Echos du 15/05/2014

Les Quatre Temps : le centre commercial veut rester en pole position

[Les enseignes « font la queue » pour s'implanter dans le centre commercial le plus fréquenté de France. Après le coup d'arrêt marqué par la fermeture de Virgin, celui-ci met tout en œuvre pour conserver son titre.](#)

Source : les Echos du 14/05/2014

Un statut encore mal défini au sein de la métropole

[La Défense ne se dissoudra pas dans la métropole du Grand Paris mais sa future gouvernance n'est pas encore claire.](#)

Source : les Echos du 14/05/2014

Samaritaine : la Mairie de Paris s'insurge contre un nouveau blocage

[Le tribunal administratif de Paris a annulé un permis de construire accordé à LVMH.](#)

Source : les Echos du 14/05/2014

Coup d'arrêt au projet de rénovation de la Samaritaine

[Le tribunal administratif de Paris a annulé, mardi 13 mai, l'un des deux permis de construire obtenu par le groupe de luxe LVMH sur le site du grand magasin parisien la Samaritaine dont il est propriétaire et que contestaient des associations de défense du patrimoine.](#)

Source : le Monde du 13/05/2014